



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-CC
DDPP-SPE-IG

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2023- 79
imposant des prescriptions complémentaires
à la société SCAL, pour l'installation exploitée
au 65 rue d'Italie - Aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 1978, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GALYS dans son établissement situé sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1994, imposant des prescriptions complémentaires à la société GALYS pour le dépôt d'hydrocarbures liquides, qu'elle exploitait sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU;
- VU** la déclaration du changement d'exploitant de la société SASCA du 13 juillet 2017 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance du 15 juillet 2022 de la société SASCA, relatif à l'installation de compteurs métrologiques, au passage des canalisations enterrées en caniveaux et à l'amélioration des moyens de défense incendie du poste de dépotage;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2022, imposant des prescriptions complémentaires à la société SASCA pour le dépôt d'hydrocarbures liquides, qu'elle exploitait sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;
- VU** la télédéclaration du changement d'exploitant de la société Stockage Carburant Aviation Lyon (SCAL) du 8 septembre 2022 ;
- VU** le rapport du 28 février 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU** la lettre du 2 mars 2023 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT les modifications portées à la connaissance de la préfète le 15 juillet 2022, consistant en l'installation de compteurs métrologiques, au passage des canalisations enterrées en caniveaux et à l'amélioration des moyens de défense incendie du poste de dépotage ;

CONSIDÉRANT que ces modifications sont non substantielles, au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, mais nécessitent d'être réglementées par des prescriptions techniques ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2022, comportaient une erreur de périodicité d'analyse de la qualité des eaux souterraines, qu'il convient de rectifier ;

CONSIDÉRANT que le tableau présentant les activités autorisées contient des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité du site et que dès lors, afin de préserver la confidentialité de ces informations, elles ne feront pas l'objet d'une communication au public ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1

La société SCAL devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 février 1978 modifié par les arrêtés du 7 décembre 1994, du 19 mai 2005, du 1er octobre 2009 et du 10 octobre 2022, qui l'autorise à exploiter des installations de stockage et de distribution de liquides inflammables sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU.

Article 2

Le tableau des activités de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 1994 modifié est remplacé par le tableau des activités suivant :

Rubrique	Libellé	Quantité présente dans l'installation	Régime
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, etc.... La quantité susceptible d'être présente dans l'installation, y compris les cavités souterraines, étant : 2. pour les autres stockages : a) Supérieure à 1 000 tonnes	Voir annexe Information sensible non communicable au public	A
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	- Déchargement : 160 m³/h - Chargement : 240 m³/h - Transfert : 40 m³/h - Purge : 10 m³/h Débit maximum équivalent : 450 m³/h	A

1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel de		GNR	NC
		distribué : 96 m ³			

Article 3

Le 7.3.9 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 1994 est abrogé.

Article 4

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 1994 est complété par le 7.6.3 suivant :

« 7.6.3 Caniveaux dans lesquels cheminent des canalisations d'hydrocarbure

Les caniveaux sont recouverts en permanence, à l'exception des périodes de travaux mentionnées à l'alinéa suivant, de dalles de béton formant un écran thermique en cas d'incendie.

En période de travaux dans un caniveau nécessitant le retrait des dalles de béton qui le recouvre, des moyens d'extinction sont tenus à disposition à proximité du caniveau et une personne formée à la manipulation de ces moyens d'extinction doit être présente dans le périmètre du dépôt.

Les caniveaux disposent en leur point bas, d'une détection d'hydrocarbures liquides retransmise au bureau du chef de piste, dans lequel une personne est présente en permanence.

En cas de détection d'hydrocarbures dans un caniveau :

- Les vannes automatiques situées sur les canalisations qui le traversent, se ferment automatiquement et leur ouverture est interdite,
- Les pompes alimentant les canalisations qui le traversent, sont immédiatement arrêtées et leur démarrage est interdit. »

Article 5

L'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2022, est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Le dispositif de dépollution du site comprend :

- Un confinement hydraulique par pompage au droit de la zone impactée pour éviter la migration des HC dissous hors du site
- Un traitement des eaux pompées
- Un écrémage (passif ou manuel) des ouvrages présentant ponctuellement une épaisseur significative d'hydrocarbures sous forme de phase libre

La surveillance est effectuée sur le réseau et selon les périodicités suivantes :

- Bimensuelle au droit des piézomètres :
 - Pz106 : Puits de rabattement
 - Pz102 et Pz103 : aval hydraulique
- Mensuelle au droit du rejet de l'unité de pompage

- Trimestrielle au droit des autres piézomètres implantés sur site, des piézomètres implantés hors site et des puits privés hors site

Les paramètres recherchés sont :

- HC C5-C10
- HC C10-C40
- BTEX (puits privés)
- HAP (puits privés)

Le niveau statique et l'épaisseur éventuelle de flottant sont mesurés. »

Article 6

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 8

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de COLOMBIER-SAUGNIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 6,
- à l'exploitant.

Lyon, le

3 AVR. 2023

La Préfète

**Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint**

Julien PERROUDON